

LES RELATIONS COMMERCIALES AVEC LA NOUVELLE EUROPE



En affaires, peu d'actifs sont plus précieux que de pouvoir compter sur un partenaire efficace. Dans toute l'Europe centrale et de l'Est, un nombre croissant d'entreprises découvrent que le Canada offre tout à fait ce genre de partenariat.

Grâce à divers programmes et activités, le gouvernement canadien appuie les réformes politiques et économiques qui sont actuellement en train de transformer cette partie de l'Europe.

Pendant ce temps, le monde des affaires du Canada travaille de concert avec de nouveaux partenaires de cette région du globe, fournissant des ressources, notamment du capital, des connaissances techniques et des produits, et

établissant les bases d'une collaboration encore plus étroite à l'avenir.

Un cadre international efficace

Le Canada a assumé un rôle actif au sein d'un certain nombre d'organisations internationales et supranationales, qui distribuent des fonds et de l'aide aux pays d'Europe centrale et de l'Est. En particulier, le Canada a participé à la création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, qui a joué un rôle majeur dans le rétablissement de l'économie de la région. Il contribue également aux budgets d'exploitation du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de

l'OCDE, qui sont tous des éléments clés dans la reconstruction des économies des pays d'Europe centrale et de l'Est.

Outre sa contribution à la mise au point d'un cadre international efficace en vue de la croissance économique des pays du centre et de l'est de l'Europe, le Canada a signé de nombreux accords, protocoles et protocoles d'entente avec des pays distincts.

Par exemple, au cours de la visite que M. Brian Mulroney, premier ministre du Canada, a effectuée en URSS en novembre 1989, un accord pour la protection des investissements étrangers a été signé. Le Canada s'est également engagé à appuyer la demande de l'URSS d'obtenir le statut d'observateur au GATT. Il a pris l'initiative

Un restaurant McDonald's du Canada sert des hamburgers à quelques pas du Kremlin.

d'accorder à l'URSS le statut de nation la plus favorisée et d'éliminer les mesures de contingentement des exportations soviétiques, que certains membres du GATT maintiennent toujours.

En 1989, le gouvernement canadien a mis sur pied un programme de 72 millions de dollars visant à venir en aide à la Pologne et à la Hongrie, comportant la fourniture d'aide alimentaire d'urgence, l'accord d'assurance-crédit à l'exportation à court terme, un soutien de 25 millions au Fonds de